



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

# 137<sup>ème</sup> Assemblée de l'UIP

Saint-Petersbourg (Fédération de  
Russie) 14–18 octobre 2017



Conseil directeur  
Point 10

CL/201/10f)-R.1  
13 septembre 2017

## Rapports sur de récentes réunions spécialisées de l'UIP

### f) Deuxième Table ronde sur l'eau : des paroles aux actes (Siège de l'UIP, Genève, 6 et 7 juillet 2017)

La table ronde a réuni cinq membres du Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient (Canada, Chili, Egypte, Israël et Palestine), sous la conduite de son Président. Plusieurs experts du CERN, du Pôle Eau Genève, de WaterLex et du Groupe mondial de haut niveau sur l'eau et la paix ont fourni des contributions. Les délégations des Emirats arabes unis, de la Jordanie, du Maroc et de l'Union interparlementaire arabe ont fait part des expériences menées dans leurs pays.

Les participants ont réaffirmé qu'il était souhaitable de maintenir le format de la table ronde pour travailler sur les questions sensibles communes à tous les pays de la région du Moyen-Orient. La réunion avait pour but de passer des paroles aux actes par le prisme neutre de la science. Les discussions visaient à dépolitiser la question de l'eau et cette méthode sera appliquée à l'avenir à d'autres questions telles que l'alimentation et l'énergie.

L'ancien Directeur général du CERN a rappelé que la science contribue à renforcer la confiance en faisant collaborer des pays en conflit pour apporter des réponses à certaines questions scientifiques. Il a souligné que les projets de gestion de l'eau s'inscrivent dans le long terme et que les parlements peuvent contribuer à fournir des solutions plus durables. Les scientifiques pourraient jouer le rôle de médiateurs pour rassembler différentes idées et proposer des solutions.

Les représentants de WaterLex ont souligné que l'accès à l'eau et à l'assainissement constitue un droit fondamental et que cette question est également l'objet de l'Objectif de développement durable (ODD) 6. Pour mettre en œuvre cet objectif, les parlements doivent adopter des lois ambitieuses, allouer les fonds nécessaires, réclamer des comptes à leur gouvernement et surveiller les engagements pris en vue de sa réalisation. Un programme d'action a été mis au point. Il comprend la création du Réseau parlementaire pour l'eau (PNoW) pour faciliter l'échange d'idées et d'expériences et identifier des pays pilotes pour partager l'information et les bonnes pratiques grâce à la recherche de base sur la gouvernance de l'eau.

Le représentant du Pôle Eau Genève a indiqué que les conflits sur les ressources hydriques constituent l'un des principaux risques à l'échelle mondiale. Les tensions politiques et sociales et l'inégalité des rapports de force sont autant de facteurs susceptibles d'engendrer des conflits autour de ces ressources. Mais l'eau peut également constituer un puissant outil de coopération. Le représentant a souligné que le Pôle Eau Genève travaille sur l'hydro-diplomatie. Il appuie également le Groupe mondial de haut niveau sur l'eau et la paix, présidé par M. D. Türk, qui s'est réuni en Suisse, au Sénégal, en Inde et au Costa Rica et formulera des propositions pour prévenir et traiter les conflits liés à l'eau.

Le Président du Groupe mondial de haut niveau sur l'eau et la paix a déclaré que le mandat du Groupe était centré sur le lien entre l'eau, la paix et la sécurité, dans la mesure où ce lien n'a pas été suffisamment pris en compte jusqu'à présent. Le Groupe d'experts prépare un rapport sur la question, assorti de propositions, qui sera présenté au Conseil de sécurité de l'ONU. M. Türk a présenté les chapitres du rapport, qui portent sur l'eau dans les conflits armés, la prévention des conflits liés à l'eau, la quantité et la qualité de l'eau et l'innovation dans le domaine du financement. La transparence et le partage des données sont essentiels pour adopter une approche intersectorielle au niveau mondial. L'un des principaux objectifs du rapport est d'inciter les acteurs concernés, y compris les parlementaires, à participer aux efforts en cours et à prévenir les conflits liés à l'eau. De l'avis du Président du Groupe, la question de l'eau doit être envisagée d'un point de vue éthique et non technique. La diplomatie parlementaire pourrait jouer un rôle utile en favorisant, dans un premier temps, la coopération et la participation des parties prenantes concernées.

WaterLex a présenté des solutions qui permettent d'améliorer la gestion de l'eau en favorisant le développement économique à travers les différentes régions, soulignant que les parlementaires pourraient transposer l'ODD 6 dans des lois effectives. Il convient de créer un environnement propice permettant d'établir un programme commun pour mettre en œuvre l'ODD 6. Il faut aussi en définir le cadre juridique pour accroître le financement. En outre, les capacités doivent être renforcées pour faciliter l'utilisation des technologies et la gestion des ressources, entre autres. Il ne fait aucun doute que les questions des droits de l'homme et du développement sont intimement liées.

Les participants ont proposé d'établir des principes directeurs pour organiser les transferts de technologie. Ils ont également estimé que les gouvernements devraient engager le secteur privé à apporter sa contribution à la société. Certains ont fait valoir que plusieurs questions relatives à l'eau sont considérées comme des sujets de sécurité nationale et que cela limite par conséquent le partage de l'information. Se pose également le problème de la fracture technologique entre les pays.

Un spécialiste de l'eau a présenté un exposé intitulé "Accroître les ressources en eau", proposant différentes possibilités pour renouveler l'eau, comme le traitement des eaux usées. Cela implique de réaliser une cartographie des connaissances, des initiatives et des institutions des pays concernés. Plusieurs participants ont souligné que, dans certains pays, la réutilisation des eaux usées peut s'avérer problématique du seul point de vue culturel. La délégation israélienne a invité les participants et toutes les personnes intéressées à participer à la conférence WATEC Israel 2017, qui se tiendra à Tel-Aviv du 12 au 15 septembre 2017. Les participants ont estimé qu'Israël et la Palestine devraient disposer de canaux directs pour partager leurs connaissances et informations, par le biais des commissions parlementaires compétentes.

Le représentant du CERN a présenté un exposé sur certains modèles scientifiques qui pourraient être utilisés pour encourager le dialogue interculturel et servir de base pour la création d'instituts scientifiques au service de la paix. Si la science ne peut à elle seule assurer la paix, elle est profondément enracinée dans la recherche de l'excellence par la confiance mutuelle, favorisant ainsi l'ouverture, la compréhension et la compassion sans empiéter sur le champ de la politique. Ces caractéristiques sont autant d'éléments essentiels pour parvenir à une collaboration pacifique et offrent également une base féconde pour toute initiative.

WaterLex a souligné que l'aspect humain doit être pris en compte dans les transferts de technologie, notamment le cadre politique, les valeurs sociales, la formation des ressources humaines et l'application des nouvelles technologies.

Le délégué du Maroc a déclaré que son pays souhaite tirer parti de l'expérience d'autres pays de la région, rappelant que le Maroc est recouvert à 95 pourcent de terres arides. La législation et les plans nationaux sur l'eau et l'assainissement ont été améliorés en 2014. Il a indiqué que, dans son pays, l'accès à l'eau est assuré à 100 pourcent dans les zones urbaines et à 96 pourcent dans les zones rurales. En revanche, si l'accès à l'assainissement est assuré à 76 pourcent dans les zones urbaines, ce chiffre n'atteint que 10 pourcent dans les zones rurales. La réutilisation des eaux usées n'en est qu'à ses débuts, mais il est prévu d'en porter le niveau à 40 pourcent.

Le délégué des Emirats arabes unis a déclaré que son pays est confronté à une pénurie d'eau et aussi à un problème de mauvaise qualité de l'eau. Plusieurs lois ont été adoptées pour améliorer l'approvisionnement en eau et encourager l'adoption de méthodes agricoles plus efficaces. En outre, des barrages ont été construits pour recueillir l'eau de pluie, des réservoirs ont été créés pour stocker les eaux souterraines et plusieurs mesures ont été prises pour provoquer des précipitations dans les zones arides. Les Emirats arabes unis se sont inspirés des expériences menées dans différents pays pour améliorer la gestion de l'eau.

Le délégué de la Jordanie a expliqué que son pays est le plus aride du monde, avec moins de 100 m<sup>3</sup> d'eau par personne, un volume bien en deçà des normes internationales. La Jordanie a lancé un projet extrêmement coûteux de dessalement de l'eau de la mer Rouge. Les nouvelles technologies devraient permettre de faire baisser ces coûts, mais en raison de la situation politique dans la région, la Jordanie ne souhaite pas faire appel à la technologie d'autres pays. Le délégué a proposé que la Jordanie soit retenue pour être l'un des pays pilotes, soulignant que la réalisation d'un tel projet nécessite au préalable l'instauration d'un environnement dépolitisé.

Le membre égyptien du Comité a proposé d'organiser la prochaine table ronde au Caire.

**Recommandations :**

- établir un Réseau parlementaire pour l'eau (PNoW);
- adopter un plan d'action parlementaire sur l'ODD 6;
- identifier des pays pilotes au Moyen-Orient pour l'exercice de cartographie au niveau des pays;
- créer des instituts scientifiques au service de la paix dans les pays de la région qui le souhaitent;
- identifier des donateurs pour financer le PNoW et ses activités.